

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 novembre 2023

POUR CONTRÔLER L'IMMIGRATION, AMÉLIORER L'INTÉGRATION - (N° 1855)

Adopté

AMENDEMENT

N° CL1630

présenté par
M. Houlié

ARTICLE 4

Rétablir cet article dans la rédaction suivante :

« Après l'article L. 554-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, il est inséré un article L. 554-1-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 554-1-1.* – I. – Par dérogation à l'article L. 554-1, l'accès au marché du travail peut être autorisé, dès l'introduction de la demande, dans les conditions prévues à l'article L. 554-3, au demandeur d'asile originaire d'un pays pour lequel le taux de protection internationale accordée en France est supérieur à un seuil fixé par décret et figurant sur une liste fixée annuellement par l'autorité administrative.

« Cette liste peut être modifiée en cours d'année, en cas d'évolution rapide de la situation dans un pays d'origine, en vue de la compléter ou de suspendre une inscription.

« II. – Le demandeur d'asile qui accède au marché du travail, dans les conditions prévues au présent article, bénéficie :

« 1° De la formation linguistique mentionnée au 2° de l'article L. 413-3 dans des conditions précisées par arrêté du ministre chargé de l'accueil et de l'intégration ;

« 2° Des actions de formation professionnelle continue prévues à l'article L. 6313-1 du code du travail.

« III. – Les dispositions du présent article ne sont pas applicables lorsque l'Office français de protection des réfugiés et apatrides statue en procédure accélérée en application de la section 2 du chapitre I^{er} du titre III du présent livre. » »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement a pour objet de rétablir l'article 4 du projet de loi, permettant un accès immédiat, dès l'introduction de sa demande, du demandeur d'asile au marché du travail lorsqu'il est

ressortissant d'un pays bénéficiant d'un taux élevé de protection internationale en France. Il ouvre également droit, pour ces mêmes demandeurs d'asile, au bénéfice de certaines formations.

Cette disposition permettra en effet aux demandeurs d'asile dont il est probable qu'ils resteront sur notre sol, de s'intégrer plus rapidement dans la société et de bénéficier d'une autonomie financière.